

ARRETE DU MAIRE  
PORTANT OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

N°ST 2023\_427

Le Maire de la Commune de Saint-Marcellin,

**VU** la demande du 20 novembre 2023 par laquelle le SECOURS CATHOLIQUE, demande l'autorisation d'occuper deux places de stationnement, dans le cadre d'une journée Portes Ouvertes, au droit de la place Général de Gaulle.

**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales,

**VU** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales

**VU** le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques,

**VU** le Code de la Voirie Routière,

**VU** le Code de la Route et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire - approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié),

**VU** le Règlement de voirie communale,

**VU** l'état des lieux,

A R R Ê T E

**Article 1 - Autorisation** : Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande.

**Article 2 - Prescriptions techniques particulières** : Le stationnement des véhicules sera interdit sur 2 places de stationnement situées au droit de la place Général de Gaulle le 08 décembre 2023.

**Article 3 - Sécurité et signalisation** : Le bénéficiaire devra signaler l'interdiction de stationner à l'aide de panneaux B6a1.

**Article 4 - Publication, affichage et diffusion** : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de Saint-Marcellin.

Monsieur le Directeur général des services du département, le chef de service aménagement du territoire sud Grésivaudan, Monsieur le Commandant de la Compagnie de Gendarmerie de Saint-Marcellin, Madame la Directrice Générale des services de la Mairie, Monsieur le Directeur des Services Techniques, Messieurs les Gardiens de la Police Municipale, la personne responsable des travaux, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

**Article 5 - Recours** : Conformément à l'article R421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble – 2 place de Verdun BP 1135 – 38022 GRENOBLE Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Saint-Marcellin,  
Le 30 novembre 2023,

**Le Maire,**  
**Raphaël MOCELLIN,**

Pour le Maire et par délégation,

**La Cheffe du Service de l'Espace Public**  
**Gwenaëlle LAMY**

